



Casa África- Opportunités d'affaires

République togolaise

L'arrivée de COVID-19 menace la trajectoire de croissance de l'économie togolaise. Par rapport aux projections initiales, il est probable que le pays enregistre une perte de croissance comprise entre 4,6 % et 6,8 % d'ici 2020, ne progressant que de 0,9 % si la pandémie ne dure pas, et entrant en récession si elle dure. Le déficit budgétaire pourrait se creuser pour atteindre 6,4 % du PIB en 2020 en raison de l'augmentation des dépenses de santé et de la baisse des recettes fiscales causée par la chute du niveau global de l'activité économique. Le déficit des comptes courants devrait suivre une trajectoire similaire, se situant entre 5,7 % et 7 % du PIB en 2020 en raison de l'effet de la baisse des exportations, des envois de fonds des migrants et des investissements directs étrangers dans les principaux secteurs économiques (phosphate, coton, infrastructures, café et cacao). Il est prévu que l'inflation reste contenue à une moyenne de 1,5 % pour 2020, favorisée par la chute des prix du pétrole. La croissance pourrait rebondir en 2021, mais sans atteindre les niveaux antérieurs à la COVID-19.

Avant la crise, les perspectives économiques étaient encourageantes, grâce aux bonnes performances de l'agriculture et à une bonne gestion monétaire. Ces dernières années, les investissements publics ont contribué à améliorer les infrastructures de base et les connexions routières et énergétiques. Sous les auspices de la Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO), le dialogue politique a conduit à l'organisation d'élections législatives en 2018 et d'élections locales en 2019, les premières depuis plus de 30 ans. En outre, les réformes des finances publiques et l'amélioration de l'environnement des affaires ont permis au pays de faire progresser plusieurs positions dans le rapport Doing Business 2019. La crise actuelle va aggraver les perspectives et pourrait interrompre la mise en œuvre du plan de développement national 2018-2022.

Traditionnellement, le principal partenaire commercial du Togo était l'Union européenne, avec près de la moitié de ses exportations. Cependant, avec l'essor du commerce régional avec les membres de la CEDEAO (Communauté économique des États de l'Afrique de l'Ouest) et d'autres pays comme la Chine, les importations européennes ont diminué. Les importations sont principalement composées de pétrole, de véhicules, de plastiques et de produits pharmaceutiques, la Chine en fournissant près de 20 % (données de 2017), suivie de la Belgique, de la Corée du Sud et du Nigeria. Les exportations sont principalement composées de phosphates, suivies par le pétrole, le coton et les boissons. Ces exportations sont principalement destinées aux pays africains, bien que les Émirats arabes unis aient occupé la première place en 2017. Ils sont suivis par le Cameroun, le Bénin et la Côte d'Ivoire.

La disparité entre les programmes de formation et d'éducation disponibles et les possibilités d'emploi exerce une forte pression sur le marché du travail, en particulier pour les diplômés de l'enseignement supérieur. En outre, l'économie n'est pas diversifiée ; la structure industrielle est limitée et la valeur ajoutée manufacturière est faible, l'agriculture emploie la plupart des personnes et le crédit dans le secteur agro-industriel est faible. L'inaction institutionnelle et la lenteur de la structuration des projets entravent le changement, et les faiblesses structurelles réduisent l'efficacité des investissements publics. Les principaux défis consisteraient à accroître la marge de manœuvre budgétaire et le financement bancaire des secteurs moteurs de la croissance, ce qui nécessite un dialogue systématique avec les acteurs publics et privés.

AEO: <https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2020>

AEO (Suplemento COVID-19): <https://www.afdb.org/en/documents/african-economic-outlook-2020-supplement>

MAEC: http://www.exteriores.gob.es/Documents/FichasPais/TOGO_FICHA%20PAIS.pdf

ANNEXE : Tableaux économiques

Tableau 1 : Indicateurs macro-économiques

	2017	2018	2019	2020 (p)
Croissance du PIB réel	4,4	4,9	5,1	5,3
Croissance réelle du PIB par habitant	1,9	2,4	2,6	2,8
Inflation	-0,7	0,9	1,4	1,7
Solde budgétaire (% du PIB)	-0,3	-0,8	-2,7	-2,1
Compte courant (% du PIB)	-2,0	-3,0	-6,0	-5,2

Source: African Development Bank, (p) predictions avant le COVID-19